



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de la  
Protection des Populations de la  
Vendée**

Service environnement  
19 rue Montesquieu  
BP 90795  
85000 La Roche-Sur-Yon

La Roche-Sur-Yon, le 11 février 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22 janvier 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GAEC AGRI PASSION**

Le Bois Rebiller  
85500 LES HERBIERS

**Nos Références : 25-0280 KM/BB**  
**Code AIOT : 0058503760**

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 janvier 2025 dans l'établissement GAEC AGRI PASSION, implanté à La Bessonnerie - 85250 VENDRENNES. L'inspection a été annoncée le 15/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GAEC AGRI PASSION
- La Bessonnerie - 85250 VENDRENNES
- Code AIOT : 0058503760
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Elevage de volailles autorisé pour 43200 emplacements (poulets et dindes) par arrêté préfectoral n°10-DRCTAJ/1-952 du 24 décembre 2010.

Il est également répertorié au régime de la déclaration pour un stockage de fourrages de 2200 m³.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                   | Référence réglementaire                      | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------------------------|--|---|-----------------------|
| 10 | Mise en œuvre des MTD               | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41 | Demande d'action corrective   | 2 mois                |
| 11 | Émissions atmosphériques d'ammoniac | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45 | Demande d'action corrective   | 2 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                          | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 1  | Conformité de l'installation à la demande d'autorisation            | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3      | conforme          |
| 2  | Dossier installation classée  | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4      | conforme          |
| 3  | Intégration dans le paysage et propreté                             | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6      | conforme          |
| 4  | Propreté – Insectes – Rongeurs                                      | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10     | conforme          |
| 5  | Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-II  | conforme          |
| 6  | Stockage des effluents en zone vulnérable                           | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III | conforme          |
| 7  | Collecte des eaux de pluie  | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24     | conforme          |
| 8  | Déchets et sous-produits animaux                                    | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34     | conforme          |
| 9  | Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits  | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35     | conforme          |
| 12 | Recensement des risques   | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8      | conforme          |
| 13 | Nature et risques des produits                                      | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9      | conforme          |
| 14 | Accessibilité de l'installation                                     | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12     | conforme          |
| 15 | Moyens de lutte contre l'incendie                                   | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13     | conforme          |
| 16 | Installations électriques et techniques – Plans – FDS               | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14     | conforme          |
| 17 | Accès aux installations   | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3   | conforme          |
| 18 | Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)              | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19     | conforme          |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation ne présente pas de non-conformité majeure. Cependant une attention doit être portée sur la déclaration des émissions d'ammoniac dans l'atmosphère via l'outil GEREP, obligation définie par la directive IED dans les Meilleures Techniques Disponibles.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.   |
| <b>Constats :</b><br>L'élevage de volailles est mené dans deux bâtiments sur terre battue de 800 m <sup>2</sup> et 1 000 m <sup>2</sup> . Les bâtiments accueillent des dindes ou des poulets selon les lots. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

### N° 2 : Dossier installation classée

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;</li><li>- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :<ul style="list-style-type: none"><li>- le registre des risques (art. 14) ;</li><li>- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;</li><li>- le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;</li><li>- le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;</li><li>- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;</li><li>- les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34) ».</li></ul></li></ul> Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. |
| <b>Constats :</b><br>Le jour du contrôle 12 100 dindes étaient présentes dans les bâtiments.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

### N° 3 : Intégration dans le paysage et propreté

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. |

|  |
|--|
| L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitation est entourée de haies et bien intégrée dans le paysage.<br>Les abords sont propres et bien entretenus. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 4 : Propreté – Insectes – Rongeurs

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.<br>Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction. |
| <b>Constats :</b><br>La désinsectisation est réalisée par l'éleveur.<br>La dératisation est gérée par une entreprise extérieure qui intervient 4 à 5 fois par an.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 5 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-II  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>II. - Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :<br>- 100 % de la capacité du plus grand récipient ;<br>- 50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ;<br>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients.<br>Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1er janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1er novembre 2022. |
| <b>Constats :</b><br>Une cuve de 5 000 l de fioul est présente et entreposée sur bac de rétention.<br>Les bidons d'huiles et les produits de nettoyage et désinfection sont stockés dans des bacs de rétention propres à chacun.<br>Les produits phytosanitaires sont entreposés dans un local aéré et fermé à clé.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N° 6 : Stockage des effluents en zone vulnérable

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement.<br>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier. |

|   |
|---|
| <b>Constats :</b><br>Les fumiers de volailles sont stockés au champ conformément à la réglementation. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N° 7 : Collecte des eaux de pluie

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier. |
| <b>Constats :</b><br>Les eaux de pluie ne sont pas collectées et retournent directement au milieu naturel le long des bâtiments.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 8 : Déchets et sous-produits animaux

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.<br>En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.<br>Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.<br>Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. |
| <b>Constats :</b><br>Les déchets type bidons ou big bag sont stockés sous un hangar à l'abri du vent.<br>Les déchets vétérinaires sont quant à eux stockés sur un autre site dans un bac spécifique.<br>Les cadavres de volailles sont stockés dans un congélateur puis mis dans un bac le jour du passage de l'équarrisseur.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 9 : Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement.<br>Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime.<br>Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable |

|   |
|---|
| <p>aux installations existantes à compter du 1er janvier 2015.</p> <p>Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets vétérinaires sont repris via une convention par le cabinet vétérinaire, le dernier bon de reprise est daté du 12 décembre 2024.</p> <p>Les bidons et big bag sont repris via le circuit ADIVALOR, le dernier bon présenté date du 24 juillet 2023, une collecte est prévue prochainement pour les déchets stockés actuellement, la quantité présente étant cohérente avec l'activité de l'exploitation depuis la dernière reprise.</p> <p>Les cadavres sont éliminés régulièrement via l'équarrissage, le dernier bon d'enlèvement date du 06 janvier 2025.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

#### N° 10 : Mise en œuvre des MTD

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles.</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission.</p> <p>L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les MTD 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 13, 15, 24, 25, 27, 29, 32 et 34 ont été vérifiées.</p> <p>Toutes sont mises en place sur l'exploitation sauf les 24, 25 et 27, la déclaration GERE pour l'année 2023 n'ayant pas été finalisée avant la fermeture de l'outil.</p>  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Réaliser la déclaration GERE pour l'année 2024 avec la déclaration des émissions d'ammoniac et de poussières ainsi que l'établissement du Bilan Réel Simplifié permettant le calcul des excréments d'azote et de phosphore.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>   |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>  |

#### N° 11 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »</p> <p>Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020</p> |

|   |
|---|
| <b>Constats :</b><br>La déclaration des émissions d'ammoniac pour l'année 2023 a été commencée mais pas finalisée avant la fermeture de l'outil.  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>Réaliser la déclaration GERE pour l'année 2024 avec la déclaration des émissions d'ammoniac et de poussières ainsi que l'établissement du Bilan Réel Simplifié permettant le calcul des excréments d'azote et de phosphore. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois   |

#### N° 12 : Recensement des risques

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>I.-L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés, ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais, ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes).<br>L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante.<br>L'ensemble de ces informations sont reportées sur un plan de l'installation. Le plan de l'installation est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.<br>L'exploitant, ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières stockées. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitation dispose d'un plan des zones à risque d'incendie et d'explosion faisant état des quantités maximales de matières dangereuses pouvant être présentes sur l'exploitation.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 13 : Nature et risques des produits

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.<br>Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité des produits dangereux présents sur l'exploitation.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 14 : Accessibilité de l'installation

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.<br>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée |



|  |
|--|
| des engins de secours et leur mise en œuvre.<br>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.<br>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitation est accessible par tout temps aux véhicules de secours.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 15 : Moyens de lutte contre l'incendie

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc, d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;</li> <li>- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</li> </ul> <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;</li> <li>- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;</li> <li>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;</li> <li>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;</li> </ul> <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitation dispose de 6 extincteurs faisant l'objet d'une vérification annuelle. La dernière vérification datant de décembre 2024 fait état du besoin de remplacement des extincteurs un devis validé est présenté le jour du contrôle.</p> <p>Les dispositions à prendre en cas de sinistre ainsi que les numéros d'urgence sont affichés dans chacun des sas.</p> <p>Des vannes de barrage de gaz sont présentes et identifiées.</p> <p>Un poteau incendie déclaré disponible dans la base de données du SDIS est présent à moins de 200 m des bâtiments. L'exploitation dispose également d'une réserve incendie de 120 m<sup>3</sup> mais non répertoriée.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 16 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.<br>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.<br>L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.<br>Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques. |
| <b>Constats :</b><br>Les installations électriques et de gaz ont été vérifiées le 19/12/2018 des non-conformités avaient été relevées; Les réparations ont eu lieu en décembre 2022 au regard de la facture présentée par l'exploitant.<br>Le contrôle aurait dû être effectué en 2023, cependant le jour du contrôle l'exploitant présente la confirmation d'un rendez-vous pour ledit contrôle pour le 5 février 2025.<br>L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité des produits dangereux.<br>Un plan des zones à risques est présent sur l'exploitation.  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>Envoyer le bon d'intervention de la société ayant vérifié les installations.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 17 : Accès aux installations**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées.<br>Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024. |
| <b>Constats :</b><br>L'accès aux bâtiments volailles est indiqué comme strictement réservé aux personnes autorisées et fermé par une chaîne.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 18 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitation utilise uniquement le réseau d'adduction d'eau public et ne dispose pas de forage.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |